

Economie et politique

Posté le : 5 juin 2012 21:28 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes, Histoire économique récente

Un de nos lecteurs nous envoie un texte incendiaire sur le thème suivant : "tant que vous traitiez d'économie je vous lisais avec plaisir. Vos articles étaient originaux et m'apprenaient différentes choses qu'on ne trouve pas dans la presse. Mais lors des élections vous avez pris parti contre le Parti Socialiste, et vous faites de la politique. Vous vous êtes mis hors jeu".

Cette attitude est tout à fait classique. Nous l'avions déjà remarquée, dans le sens inverse, lorsque nous intervenions sur le forum du Monde. En 1997, c'était un gouvernement de gauche qui tenait les manettes et qui enchaînaient les erreurs. La dénonciation de ces erreurs plaisaient aux intervenants de droite. Lorsqu'on est passé à un gouvernement de droite, la critique est passée à droite, au grand dam des précédents.

Les erreurs ne sont ni de droite ni de gauche, ou si l'on préfère, elles sont de droite et de gauche.

Il faut avoir une grille de lecture dégagée des engagements partisans. On peut heurter les partisans des deux bords sans avoir d'a priori pour un clan ou un autre.

En 1997, lorsque nous avons commencé à intervenir publiquement, la difficulté provenait de ce que la France ne se remettait pas du coup de massue fiscal gigantesque de M. Alain Juppé rendu obligatoire par les folies Rocard, la crise de 93 et les obligations de Maastricht. Pour l'observateur indépendant, les remarques à faire étaient importantes :

- Au nom de l'Europe de Maastricht la politique monétaire était trop restrictive en France
- Personne n'ayant conscience du cycle, on ne voyait pas que la croissance repartait dans le monde et qu'elle était à nouveau créatrice d'emplois
- La révolution économique chinoise et ses conséquences n'étaient pas perçues.
- Les effets pervers du gonflement global de la dette et de la création monétaire étaient masqués par les conséquences de la récession de 93.
- La crise en France avait été payée par le secteur marchand et l'énorme bloc de l'emploi public au contraire du nécessaire s'était renforcé.

L'erreur était patente dans le camp socialiste.

Le camp "néolibéral" n'était pas indemne.

Aux Etats-Unis et dans le monde anglo-saxons on commençait déjà à tresser des couronnes de lauriers totalement abusives à M. Greenspan. Le déversement de liquidité paraissait fabuleux. La faillite de LTCM avait été mise sous le tapis. Les défauts du système monétaire international étaient glorifiés comme des avancées déterminantes. Clinton venait de déverrouiller les subprimes. On discutait de nouvelles avancées dans les produits dérivés.

L'Europe rêvait de l'Euro et le préparait sans que le débat ne vienne jamais sur la complexité de la gestion d'une zone monétaire.

La France de Jospin pensait que "la fin du travail" était arrivée et qu'il fallait accroître encore les

impôts tout en réduisant la durée du travail.

Lorsqu'on quand on critiquait la politique monétaire globale anglo-saxonne on était un "communiste", un anti européen maléfique si on évoquait les contraintes excessives de Maastricht et les illusions associées et un "fasciste" si on osait critiquer les mesures malthusiennes prises par le gouvernement Jospin.

En vérité, avec le retard classique, les esprit baignaient encore dans les affres de la crise de 92-93 ("Horreur économique", "fin du travail", etc.) et personne ne comprenait ce qui se passait sur le terrain, malgré des avertissements solides :

- L'affaire LTCM montrait qu'on ne maîtrisait plus la finance.
- La crise dite des pays émergents allait montrer que le système monétaire international était en capilotade et ne survivait que par une fuite en avant permanente.
- L'affaire de la cagnotte montrait que les mesures prises par DSK allaient complètement à contrecourant du nécessaire.

Démontrer tout cela était difficile du fait des aspects en apparence contradictoires de la réalité :

- Comment dénoncer le gonflement démentiel de la liquidité internationale alors que les prix à la consommation n'augmentaient pas massivement et que Trichet menait une politique presque déflationniste ?
- Comment dénoncer les effets des 35 heures alors que le dispositif mis en place décalait dans le temps les conséquences (l'étouffement viendra en 2000 pas en 1997) et que la phase haute du cycle entraînait une hausse globale de l'emploi partout dans le monde et donc aussi en France ?

On voit bien aujourd'hui que c'était à ce moment là qu'il fallait prendre de nombreuses mesures correctrices :

- Comprendre les méfaits des changes flottants et de la licence monétaire internationale et y mettre fin
- Arrêter le processus de Maastricht en privilégiant une monnaie de référence commune à une monnaie unique et en évitant l'abaissement totale des barrières douanières et en limitant les mouvements de capitaux à court terme
- Réformer en profondeur la France en dégonflant le secteur public, en réduisant dépenses publiques dettes et impôts, notamment dans les régions et en réformant drastiquement le système des retraites et la sécurité sociale.

C'est exactement l'inverse qui a été fait.

Toute dénonciation de ces erreurs se heurtait directement aux choix idéologiques et politiques des uns ou des autres , voire parfois de tous les camps réunis.

Pour un socialiste le non travail et la surimposition c'est bien par nature. L'étouffement de l'entreprise sous un flot de contraintes légales, pénales, fiscales, écologiques, c'est formidable. Contredire cette vision était un acte d'hostilité.

Pour un libéral de droite, "qui connaît l'économie", les folies boursières, les changes flottants, tout ce qui vient des Etats-Unis, Greenspan, c'est le bien. Contredire ce crédo était là encore un acte d'hostilité. Avoir dénoncé par exemple les stocks options pour les entreprises du CAC sera considéré par nos soutiens du forum du Monde comme une concession horrible à l'esprit "socialo-communiste".

Faut-il s'arrêter à ces considérations politiciennes ? Nous avons toujours pensé que non. La vérité n'est ni de droite ni de gauche. Pas plus hier qu'aujourd'hui. Il y a fort à parier que dans quelques temps nos commentaires actuels passeront pour une évidence dont on comprendra mal qu'elle ait pu échapper à qui que ce soit.

La politique pose à l'économie une grave question : si les politiques ne comprennent pas ce qui se passe et prennent des mesures mal inspirées, est-ce le fait des électeurs qui exigent ce qu'ils attendent ou est-ce un problème d'expertise absente de la part d'une élite défaillante ? La démocratie joue-t-elle contre elle-même, si tant est que la prospérité soit un élément souhaitable de la démocratie ?

Les périodes électorales sont intéressantes de ce point de vue.

En 2007 nous avertissons Nicolas Sarkozy et son clan que la crise est à nos portes qu'elle sera grave, qu'il faut s'y préparer et qu'il faut surtout éviter d'affirmer que l'on gonflera le taux de croissance alors qu'on sera en pleine tempête. Il gagne en faisant campagne pour la rupture avec le "roi fainéant". Très bien. L'ennui c'est qu'il ne la fait pas et qu'il prend la crise en plein visage.

En 2012 c'est une campagne ignoble qui se met en place. Les deux camps considèrent qu'il ne faut rien dire des réels problèmes et des politiques réelles qu'ils mèneront. On sombre dans la chasse aux boucs émissaires et on multiplie les "cadeaux" débridés au peuple.

Désolé, à droite. L'absence de toute compréhension de la crise, de toute solution annoncée pour les problèmes mondiaux et européens, et le déversement de mesures catégorielles pusillanimes, ajoutés à une campagne de stigmatisation des étrangers, boucs émissaires de la crise, formaient un cocktail nauséabond.

Désolé, à gauche. L'absence de toute notion de ce qu'il faut faire pour réformer l'économie mondiale, notamment en matière monétaire et l'absence, autre qu'incantatoire, de toute politique de réforme européenne, ajoutées à une chasse aux sorcières menées contre les "riches" qui paieront la crise au prix de mesures vexatoires et confiscatoires, formaient un cocktail nauséabond.

Oui nous trouvons abject, positivement abject, la stigmatisation éhontée de boucs émissaires. Les "ratonnades" qu'elles soient fiscales ou xénophobes, sont insupportables et doivent être dénoncées.

Oui nous trouvons consternant l'absence totale de compréhension des défauts français, européennes et mondiales et qu'on ne songe qu'à les aggraver ou à ne rien faire.

Bien sûr la politique c'est la capacité d'un clan à porter sur le pavois le plus malin des petits malins du groupe. Cette logique là est rarement celle de l'intérêt national. Entre "que dois-je annoncer pour être élu" et "que faut-il faire pour le bien public", toute ressemblance ne saurait être que le fruit du hasard et d'une coïncidence improbables et involontaires.

"Cadeaux au peuple" et "dénonciation hargneuse de boucs émissaires" ont été les deux mamelles des élections présidentielles de 2012. Ces élections auront été les pires qu'on puisse imaginer de ce point de vue et déshonorent les deux candidats, M. Sarkozy dont on espère maintenant un long silence et M. Hollande, dont on ne peut espérer qu'une chose : qu'il trahisse ses promesses inconsidérées.

Oui, nous le disons, ni M. Hollande, ni M. Sarkozy ne sont à la hauteur du poste. La campagne victorieuse du premier en 2007 laissait voir que son quinquennat serait raté. Il l'aura été. De demi mesures en demi reculs, il ne sera arrivé à rien. La campagne victorieuse de M. Hollande fait craindre le pire. Il a une personnalité à la Janus : une face aimable et virevoltante qui lui vaut ses succès féminins et l'aura rigolarde du turlupin sympathique prêt à toutes les farces ; une face dure,

volontiers cynique et sectaire, manipulatrice et fuyante, qui justifie qu'on emmêle tout et rende tout inextricable.

Ceux qui ont été ses maîtres dans le supérieur ou ses superviseurs à la Cour des comptes disent : une couleuvre qui travaille peu et se défile brillamment. Ceux qui ont subi sa gestion comme Premier secrétaire du PS gardent le souvenir d'une anguille, compliquant tout, divisant pour régner et pourrissant le reste pour se dégager de tous les pièges de la rue de Solferino.

Hollande a le côté Jocrisse de ceux qui fréquentent les riches en prétendant les détester. Il a une passion de lui-même et de sa réussite qui est la même que celle de Sarkozy. Il n'en revient toujours pas d'avoir été élu président, comme Sarkozy après son élection. Autant dire que la compétence, la sérénité et la hauteur de vue ne seront pas plus au rendez-vous de cette élection qu'elles ne l'ont été de la précédente.

En revanche on continuera de faire feu de tout bois en croyant que l'assommoir fiscal fera passer tous les reniements.

Rappelons notre grille de lecture :

- Il faut réformer le système monétaire international et revenir à un système interétatique concerté de monnaies stables entre elles et ajustables par consensus sous la supervision d'un arbitre fort.

- L'Europe de Maastricht ne marche pas et doit être profondément remaniée avec une réforme radicale de la gouvernance de la zone Euro qui évite de sombrer dans la gestion par la dépression. Sinon ce sera l'explosion de l'Euro et probablement un recul définitif de l'idée européenne.

- La France doit démanteler son moloch public et baisser radicalement dépenses publics, impôts et dettes, tout en faisant la paix avec son secteur marchand.

Si la politique va dans ce sens, elle est bonne. Sinon, elle aggrave la situation.

On aimerait que F. Hollande nous surprenne avec ce qu'on attend.

Quelles couronnes ne lui tresserions pas !

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.